

Durée réduite en jours et en minutes, sujets courts et philo pour tous

Nouvelle version du Bac 2017

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 4020 - Lundi 14 novembre 2016 - Prix : 10 DA

Alors que les producteurs affirment le contraire

La pénurie de lait s'inscrit dans la durée

Page 2

Colloque à Tizi Ouzou

Les œuvres du sociologue Pierre Bourdieu sur la société kabyle revisitées

Page 24

Le danger interne au temps des vaches maigres

Par Mohamed Habili

La mission la plus apparente du nouveau secrétaire général du FLN, car on ne peut exclure qu'il en ait une, ou plusieurs autres même, qui le sont moins, c'est de faire en sorte que le bateau FLN traverse cette épreuve sans grande agitation interne, ce qui est s'agissant plus particulièrement de son parti plus facile à dire qu'à faire. Lorsqu'une formation politique n'a pas à craindre la rivalité des autres partis, c'est de ses propres rangs que peuvent provenir les mauvaises surprises et autres menaces sur sa stabilité. On peut même à cet égard poser comme règle que plus un parti domine un paysage politique plus l'indiscipline peut s'avérer grande dans ses propres rangs. La direction de ce parti serait moins contestée, ce qui est la règle au sein du FLN, même s'il est vrai qu'il n'y a aucun mouvement de redressement à l'encontre de Djamel Ould Abbès, pas encore en tout cas, si le FLN était moins autocentré ou moins introverti. Et il serait moins autocentré s'il avait des rivaux à même de lui enlever la première place, le titre de force principale, ce qu'il est en effet devenu depuis qu'il n'est plus parti unique. Le FLN tourne sur lui-même sa propre agressivité faite d'adversaires extérieurs redoutables sur qui la diriger. S'il n'existe encore aucun mouvement exigeant le départ du nouveau secrétaire général, on peut penser que c'est seulement parce que celui-ci est encore tout nouveau.

Suite en page 3

La gestion de la crise financière au centre de la réunion gouvernement-walis

L'exécutif veut du rendement et les walis réclament plus de pouvoir

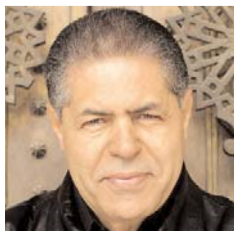


Les travaux de la réunion gouvernement-walis se sont achevés hier avec l'adoption de plusieurs recommandations après une série d'ateliers. La gestion de la crise financière était au centre des discussions et les walis sont tenus de participer à supporter les difficultés financières. Mais les représentants locaux de la République demandent plus de pouvoir pour agir, notamment sur le dossier de l'investissement. Page 3

Vie politique à Béjaïa

Agitation en perspective des élections législatives

Page 4



Décès à Paris de Malek Chebel

L'auteur du concept de «l'islam des lumières» n'est plus

Page 13

Durée réduite en jours et en minutes, sujets courts et philo pour tous

Nouvelle version du Bac 2017

■ Comme prévu, les réformes proposées ont été retenues et la période de l'examen a été réduite pour passer de cinq à quatre jours. Autre nouveauté pour le Bac 2017, l'examen de philosophie est désormais obligatoire pour toutes les filières.

Par Meriem Benchaouia

Dès cette année, seront mis en œuvre des changements dans l'organisation de l'examen du baccalauréat, changements qui seront en phase avec les évolutions pédagogiques et technologiques. En effet, le département de Benghebrat a affiché sa volonté de poursuivre les actions pour mettre en échec toute entreprise criminelle ciblant le baccalauréat qui se déroulera, cette année, du 11 au 14 juin. Très attendu, le nouveau calendrier du déroulement des épreuves a été dévoilé. Comme prévu, les réformes proposées ont été retenues et la période de l'examen a été réduite pour passer de cinq à quatre jours. Autre nouveauté pour le Bac 2017, l'examen de philosophie est désormais obligatoire pour toutes les filières. C'est ce qu'a fait savoir le ministère de l'Éducation nationale via un communiqué. Dans le cadre des mesures arrêtées pour cette session, «chaque épreuve comporte deux sujets avec une demi-heure pour le choix d'un sujet et un allègement du contenu des épreuves pour être en adéquation avec le temps imparti à chaque matière», explique le même communiqué. Selon le calendrier des épreuves, les candidats des filières scientifiques (Sciences expérimentales, Mathématiques et Math techniques) et de la filière Gestion et économie, passeront le premier jour les épreuves de langue et littérature arabes, langue anglaise et sciences islamiques. La deuxième journée est dédiée, pour ces mêmes filières, aux épreuves de mathématiques et d'histoire-géographie. Les

épreuves des sciences de la nature et de la vie et de philosophie sont programmées pour la troisième journée. La quatrième journée est consacrée aux épreuves de sciences physiques, langue française et tamazight. Pour la filière des Sciences expérimentales, la durée de l'épreuve des sciences de la nature et de la vie est fixée à 3h30 alors que celle des épreuves de sciences physiques, mathématiques, philosophie et histoire géographie est fixée à 2h30. Concernant les matières littéraires, les candidats de ces filières se verront accorder 1h30 dans les épreuves de langue et littérature arabes, langues étrangères, tamazight et sciences humaines. Pour les candidats de la filière Mathématiques, la durée des épreuves de mathématiques et sciences physiques est fixée à 3h30. Les épreuves de langue et littérature arabes, sciences de la nature et de la vie, langues étrangères, sciences islamiques et tamazight se dérouleront en 1h30 chacune. La durée des épreuves de philosophie et d'histoire-géographie est fixée, quant à elle, à 2h30. Pour la filière des Maths techniques, qui diffère de celle des sciences expérimentales dans la programmation de la troisième journée, les candidats passeront les épreuves de technologie et de philosophie. Les candidats de cette filière (Maths techniques) disposeront de 3h30 pour les épreuves de technologie, mathématiques et sciences physiques et de 2h30 pour les épreuves de philosophie et d'histoire-géographie. Les épreuves de langue et littérature arabes, langues étrangères, tamazight et sciences islamiques se dérouleront chacune en 1h30.



Dans la filière Gestion et économie, les candidats passeront, la troisième journée, les épreuves de gestion comptable et financière et de philosophie et la quatrième journée celles d'économie, management et droit. L'après-midi sera consacré aux épreuves de langue française et de tamazight. La durée est fixée à 3h30 pour les épreuves de gestion comptable et financière et d'économie, management et droit. Les épreuves de mathématiques, philosophie et histoire-géographie se dérouleront

chacune en 2h30. La durée des épreuves de langues étrangères et de sciences islamiques est fixée pour cette filière à 1h30. Pour la filière Lettres et philosophie, les épreuves de la première journée porteront sur les matières de langue arabe, sciences islamiques et mathématiques. La deuxième journée concernera les épreuves de philosophie et de langue française. La troisième journée est dédiée aux épreuves d'histoire-géographie et de langue anglaise alors que la quatrième et dernière

journée concernera l'épreuve de tamazight. Dans la filière Langues étrangères, le calendrier des épreuves des trois premières journées est identique à celui de la filière Lettres et philosophie. En effet, la seule différence réside en la quatrième journée qui est dédiée pour les candidats de cette filière (Langues étrangères) à l'épreuve de langue allemande ou espagnole ou italienne. L'après-midi est consacrée à l'épreuve de tamazight.

M. B.

Éducation nationale

6 000 nouveaux postes budgétaires pour remplacer les retraités

LA MINISTRE de l'Éducation nationale a dévoilé, hier à Alger, que 6 000 nouveaux postes budgétaires seront ouverts en 2017 pour remplacer les retraités du secteur. Intervenant en marge de la rencontre gouvernement-walis, la ministre a indiqué que «6 000 nouveaux postes seront ouverts en 2017 pour remplacer les enseignants et le personnel administratif». Pour rappel, le projet de loi de finances 2017 prévoit la création de 6 000 postes budgétaires au profit du secteur de l'éducation, dont 4 600 postes pédagogiques et 1 400 autres pour l'encadrement administratif.

G. H.

Alors que les producteurs affirment le contraire

La pénurie de lait s'inscrit dans la durée

Trouver un sachet de lait dans les épiceries de la capitale est devenu presque impossible. Un véritable casse-tête pour les citoyens qui sont confrontés à nouveau aux problèmes de distribution de ce produit de consommation indispensable aux Algériens. Dans plusieurs superettes d'Alger-Centre où nous nous sommes rendus, nous n'avons pas réussi à trouver un sachet de lait. La rupture du produit dans sa distribution et la pénurie sont les deux mots qui reviennent dans la bouche des commerçants. «On ne comprend rien. Depuis des semaines maintenant on renvoie les pauvres clients les mains vides, car les camions d'approvisionnement ne nous ramènent plus de lait en sachet», martèle un responsable d'une alimentation générale au marché Clauzel. «On est obligé, à chaque fois, de dire à nos clients que ce n'est pas de notre faute, au point d'avoir même tout arrêté», a ajouté un épicier de Meissonnier. Du côté des consomma-

teurs, le sachet de lait qui se fait rare sur le marché est tout aussi mal vécu, compte tenu de sa nécessité. «Cela fait des jours que je suis obligée d'acheter du lait Candia pour mes enfants de 4 et 7 ans qui ne peuvent se passer du produit. Avec deux cartons par jour à 95 DA au lieu de deux sachets à 25 DA chacun, regardez la différence. Si ça continue, je ne sais pas quoi faire... Franchement, y'en a marre», déplore une mère de famille. Ainsi, à Alger et ses alentours, on ne parle, ces derniers jours, que de la pénurie de lait en sachet dans les étalages. Un sujet d'ailleurs à polémique, puisque celui-ci a suscité pas mal de rumeurs et confusion quant à la véritable cause de cette perturbation. A ce propos, beaucoup de commerçants ont lié directement la pénurie à une éventuelle réduction des quotas de poudre de lait. Une raison qui, selon le directeur général de l'Office national interprofessionnel de lait (l'Onil), Fathi Messar, est due plutôt à une spéculation de la part de cer-

taines laiteries, et ce, suite à une enquête ayant constaté des irrégularités. Toutefois, ce dernier a tenu à rassurer les consommateurs sur les quantités de production suffisantes, notamment pour ce qui est d'Alger. «Il n'y a pas eu de réduction de quotas mais un réajustement», a affirmé ce responsable, citant le cas de la capitale où l'Onil a opéré une réduction d'à peine 6%. Ce qui est insignifiant, d'après lui, par rapport aux 2 220 tonnes distribuées mensuellement à travers les laiteries de la wilaya d'Alger. Le groupe industriel des productions laitières Giplait, quant à lui, est encore plus affirmatif sur la disponibilité du lait en sachet. D'après la déclaration faite samedi dernier par son directeur général, Mouloud Harim, la production de lait a augmenté à un million de litres par jour en vue de répondre à la demande croissante et faire face à la perturbation dans la distribution à Alger et dans les wilayas limitrophes. Cependant, il est à se demander où vont toutes ces quantités

de lait, vu que dans la réalité quotidienne du citoyen les plaintes à dénicher du lait en sachet ne cessent de s'élargir. C'est dire qu'entre les discours rassurants de la part des responsables pour calmer les tensions sociales et la réalité désolante face à laquelle les Algériens sont confrontés tous les jours, à chaque crise, le fossé se creuse pour rendre compte de la situation. A cet effet, le même responsable a ajouté que «le groupe Giplait a mobilisé tous les moyens en matière de production et de distribution de lait pour garantir la disponibilité de ce produit dans un délai de 48 heures au maximum». «20 camions d'une capacité de 6 000 litres sont mobilisés à travers les différentes communes de la capitale», a-t-il affirmé. Mais en attendant, la réalité témoigne largement du contraire, car le lait en sachet, outre le fait que le citoyen ignore toujours les vrais motifs de sa pénurie, se fait bel et bien désirer.

Yacine Djadel

La gestion de la crise financière au centre de la réunion gouvernement-walis

L'exécutif veut du rendement et les walis réclament plus de pouvoir

■ Les travaux de la réunion gouvernement-walis se sont achevés hier avec l'adoption de plusieurs recommandations, après une série d'ateliers. La gestion de la crise financière était au centre des discussions et les walis sont tenus de participer à supporter les difficultés financières. Mais les représentants locaux de la République demandent plus de pouvoir pour agir, notamment sur le dossier de l'investissement.

Par Nacera Chennafi

Dans ce cadre, le gouvernement compte mettre les walis sous contrôle à travers la mise en place d'une commission gouvernementale pour assurer le suivi et l'application sur le terrain des recommandations ayant couronné la rencontre gouvernement-walis. Dans son allocution de clôture, le ministre de l'Intérieur, Nourreddine Bedoui, a affirmé que les différents départements du gouvernement travailleront de «manière concertée et organisée» sur la base de ces recommandations, lesquelles sont, selon lui «inspirées de la réalité et du quotidien des Algériens». Bedoui s'est engagé à poursuivre ces efforts, promettant de travailler «sans relâche» pour concrétiser ces recommandations, lesquelles constituent, a-t-il dit, «une feuille de route» pour l'Exécutif.

Selon lui, «il n'y a pas de communes riches et d'autres pauvres», faisant observer que «l'application des recommandations sur le terrain prouveront le contraire». Pour Bedoui, il s'agit «d'insuffler l'esprit d'entrepreneuriat» aux responsables locaux afin de se démarquer de «l'esprit de l'assistanat», estimant à cet effet que l'Algérie entame «un tournant décisif». «Nous sommes dans l'obligation de passer d'une économie basée sur les revenus du pétrole à une économie diversifiée», a-t-il dit.

Parmi les ateliers tenus lors de cette réunion, on peut citer celui sur le «Rôle des collectivités locales dans la promotion de l'investissement». Les participants ont appelé à accorder aux



Ph / DRK

walis plus de prérogatives dans la gestion des investissements locaux, notamment en ce qui concerne la décentralisation des décisions relatives à l'approbation des projets d'investissement et à l'attribution du foncier industriel. Il s'agit principalement de la décentralisation des avis émanant des secteurs ministériels exigeant la délivrance d'actes d'urbanisation notamment quand il s'agit de petits et moyens projets, ainsi que l'attribution aux walis de la prérogative d'approbation de ce genre de projet. Ils ont également appelé à la décentralisation des procédures de récupération des terres agricoles se trouvant dans les zones urbaines telles que les zones d'extension touristique, les nouvelles villes et les zones d'activité en attribuant aux walis le pouvoir de les récupérer sans recourir à la procédure actuelle

de reclassification par le conseil interministériel. Les participants ont demandé la mise en place d'un texte de loi permettant aux walis de récupérer, par le biais d'une procédure administrative directe, les assiettes foncières attribuées et non exploitées par les investisseurs. Ils ont également appelé à faciliter la récupération du foncier industriel excédentaire détenu par les entreprises économiques publiques et à instituer une taxe forfaitaire annuelle à même d'amener les entreprises bénéficiaires à exploiter ce foncier. Les participants ont également appelé à confier la réalisation des pôles industriels aux walis au lieu de l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière pour réduire les délais de leur livraison, imputant le retard accusé dans la réalisation de 50 pôles industriels au fait qu'une

seule entreprise s'en charge à travers 39 wilayas.

Bedoui, qui a pris part à une partie des travaux de l'atelier a affirmé qu'«il est impératif qu'une partie du budget alloué à la wilaya soit consacrée à la concrétisation de cette vision économique, et ce, à travers l'aménagement de zones industrielles et de zones d'activité». «Désormais, il ne faut plus compter sur le Trésor public pour la réalisation des différents projets en cours, car la conjoncture économique et financière ne le permet pas», a ajouté le ministre. Il a appelé les walis à récupérer des milliers d'hectares de foncier industriel non exploités «au profit des opérateurs économiques désireux de réaliser des investissements productifs».

N. C.

La date des législatives sera fixée par le Président Bouteflika

Bedoui : «Il y a des personnes qui veulent retarder les prochaines élections»

Les élections législatives de 2017 ont été évoquées, hier, dans le point de presse tenu par le ministre de l'Intérieur, à l'issue de la réunion gouvernement-walis. A ce propos, Nourreddine Bedoui a soutenu que la Constitution était «le meilleur garant de l'intégrité» des échéances électorales prévues en 2017. A ce propos, il a souligné que la dernière révision du texte fondamental de la République a introduit des mécanismes, dont la création de la Haute instance indépendante de surveillance des élections.

Rappelant la nomination de Abdewahab Derbal à sa tête, il y a quelques jours, le ministre a défendu l'autonomie de cette

instance vis-à-vis de l'administration. «Elle est permanente et indépendante et n'a aucun rapport avec l'Administration», a-t-il déclaré, soulignant que son ministère, conformément aux directives du président de la République, «est prêt à réunir tous les moyens indispensables au travail de celle-ci».

S'agissant de la date de déroulement des prochaines législatives, sachant que certains ont avancé la date du 25 avril 2017, le ministre a indiqué que cela «est du ressort du président de la République», donc c'est lui qui arrêtera la date de ce scrutin, avant de dire qu'«il existe des personnes qui veulent retarder ce rendez-vous que nous veille-

rons, en application des instructions du Président Bouteflika, à ce qu'il soit à la hauteur des aspirations du citoyen». Il a affirmé la présentation hebdomadaire au gouvernement de plus de 80 mesures (décisions et décrets) concernant les prochains rendez-vous électoraux. Abordant la situation sécuritaire du pays, Bedoui a rendu hommage à l'Armée nationale en affirmant que «les opérations menées par l'ANP dans le sud du pays, avec l'interception des armes, l'arrestation des terroristes et des narcotrafiquants, est une preuve irréfutable de l'efficacité de la démarche».

Pour ce qui est de la réunion avec les walis, il a soutenu qu'il

s'agit d'un cadre d'«échange d'informations et de visions, entre responsables locaux et responsables centraux pour mettre en place une dynamique de développement». Il a cité des exemples de décentralisation, notamment le fait qu'«un citoyen peut retirer son permis de conduire, sa carte grise ou sa carte d'identité sans avoir à faire de longs déplacements».

Par ailleurs, il a annoncé la création d'une police de proximité. A cet effet, un projet sera soumis au gouvernement pour répondre aux exigences de sécurité des cités nouvelles et du tissu urbain en expansion continue.

N. C.

LA QUESTION DU JOUR

Le danger interne au temps des vaches maigres

suite de la page Une

En vertu de cette disposition interne, dont il faut bien voir qu'elle ne se dément pas depuis longtemps, une dissidence visant la destitution de Ould Abbès semble inéluctable. Toute la question est de savoir si elle apparaîtra avant ou après les élections. L'approche de celles-ci n'est pas un facteur de cohésion, tout au contraire. C'est d'ailleurs pour cela que Amar Saidani a rendu le tablier à une assez bonne distance d'elles, avant que ne débute la phase la plus délicate à laquelle une direction se trouve à chaque fois confrontée : celle qui coïncide avec la confection des listes électorales. Comme il ne pouvait partir que pendant une accalmie, il s'est jeté sur la première opportunité qui s'offrait. Au FLN plus que dans tout autre parti, il y a bien plus de candidats à la candidature que de places sur les listes électorales, législatives et locales réunies. Impossible donc de satisfaire tout le monde. Et surtout impossible d'assurer l'élection de tous, du fait notamment du mode électoral qui oblige à un certain partage des sièges avec les autres partis. Tant que cette phase n'est pas passée, on ne peut pas être sûr que la période des élections, qui a déjà commencé, va bien se passer pour la nouvelle direction du FLN. La difficulté qui se présente, le défi à relever, ce ne n'est pas de remporter les élections, ce qui est acquis par avance, non, c'est de faire en sorte que le parti y aille au moins avec un semblant d'ordre. Perdre les élections pour l'ex-parti unique, c'est rompre les rangs avant qu'elles ne se tiennent. Ce qui peut arriver à partir du moment où l'on entre dans le vif du sujet, c'est-à-dire dans la confection des listes électorales. Depuis une vingtaine d'années, le pire ennemi du FLN, c'est le FLN lui-même. Pour autant, il se peut bien que les échéances de l'année prochaine donnent lieu à plus de discipline à l'intérieur du FLN. Ce facteur de cohésion n'est pas d'ordre politique. C'est le contexte dans lequel vont se dérouler les élections, qui ne se prête guère au désordre interne. L'indiscipline caractéristique du FLN serait un mauvais exemple à donner à l'extérieur du parti, dans une conjoncture marquée à la fois par un prix du baril que rien ne parvient à faire redresser, et des réserves financières qui s'épuisent vite.

M. H.

Tizi-Ouzou

2^e édition des randonnées dans le Djurdjura

UNE DEUXIÈME édition des randonnées dans le Djurdjura, initiée par la direction de la jeunesse et des sports de Tizi-Ouzou, sera lancée à partir de vendredi prochain, a-t-on appris, hier, de cette institution. Selon Lounes Meziani, président de la Commission des randonnées à la DJS, la décision de lancer cette deuxième édition a été prise après évaluation de la première qui a eu lieu de mars à juin passés, et dont le bilan a été «positif», puisque les randonnées qui ont drainé des milliers d'amateurs de ce sport de montagne «se sont déroulées dans de très bonnes conditions et sans aucun incident», a-t-il souligné. Pour cette nouvelle édition, la DJS a revu à la hausse le nombre des parcours, en passant de 9 à 16 cette fois-ci, ce qui a permis d'inclure des sites qui n'ont pas été pris en charge lors de la première expérience du printemps dernier, a précisé M. Meziani. Selon le programme arrêté par la Commission, six daïras seront touchées par ces randonnées d'une durée de marche allant de 3h à 6h30. Il s'agit de Bouzguene, l'ferhounene, Ouacifs et d'Ain El Hammam, à l'est de la wilaya de TiziOuzou, et des Ouadhias, et Boghni, à l'ouest. Ces randonnées qui se poursuivront jusqu'à mai 2017, auront lieu chaque vendredi, où quatre seront programmées au profit d'autant de groupes comptant chacun 80 participants maximum (à raison d'un groupe par parcours), a-t-on expliqué de même source. Des partenaires de la DJS dont la Conservation des forêts, les services de sécurité, la Protection civile et les Assemblées populaires communales (APC) concernées qui ont contribué à la réussite de la première édition, seront également présents ainsi que le Parc national du Djurdjura qui participera à ces randonnées, a-t-on précisé de même source. Chaque parcours sera pris en charge par deux à trois guides ainsi que par des professionnels des différentes institutions impliquées. Les encadreurs de la DJS se sont dotés de tout le matériel et équipements nécessaires pour les sports de montagne et ont la prérogative de décider d'annuler une randonnée si les conditions climatiques ne sont pas favorables, a souligné M. Meziani. Les randonnées, organisées lors de la première édition et qui ont drainé des milliers de participants de tous âges et des deux sexes, ont permis de se «réapproprier la montagne» après une absence longue de plusieurs années, en raison de la décennie noire, et de sensibiliser les participants à l'importance de la préservation de cet espace et de l'environnement en général, un objectif qui sera poursuivi durant cette nouvelle édition, a-t-il soutenu.

Anis F.

Emprunt national pour la croissance

Près de 570 milliards DA levés dans l'opération

■ L'opération d'Emprunt national pour la croissance économique, lancée du 17 avril au 16 octobre 2016, a permis à l'Etat de collecter 568 milliards de DA à la clôture de l'opération, a confié, dimanche à l'APS, le ministre des Finances, Hadji Babaammi.

Par Salem K.

«**N**ous avons mobilisé 568 milliards de DA jusqu'au 16 octobre 2016, c'est un montant très important et je suis très satisfait des résultats de cette opération», a-t-il souligné, en marge de la réunion gouvernement-walis.

Interrogé sur le mode de financement du déficit budgétaire et si l'Etat allait recourir à un endettement extérieur alors que le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait indiqué la veille que le gouvernement ne saurait tolérer un niveau d'endettement «élevé», M. Babaammi a souligné que «le Premier ministre a écarté le recours à un endettement extérieur excessif mais il n'a pas dit que cet endettement était interdit dans la mesure où nous avons déjà contracté (récemment) un prêt de la Banque africaine de développement (BAD) de près d'un milliard de dollars».

Concernant toujours l'éven-



tualité d'un recours à l'endettement extérieur, le premier argentin du pays a répondu : «Nous allons voir si la situation l'exige. Mais le gouvernement n'a jusqu'à présent rien décidé (à propos de cette question), le président de la République n'a rien décidé, nous sommes en train de gérer les res-

sources financières dont nous disposons déjà».

Parmi ces ressources internes dont dispose déjà l'Etat algérien figurent donc les 568 milliards de DA de l'emprunt obligatoire, a-t-il soutenu. Pour rappel, l'Emprunt national pour la croissance économique avait été lancé pour

une durée de souscription de six mois avec des obligations assorties de deux taux d'intérêt fixés en fonction du délai de remboursement : les obligations de trois ans avec un taux d'intérêt de 5% et celles de cinq ans avec un taux d'intérêt de 5,75%.

S. K./APS

Vie politique à Béjaïa

Agitation en perspective des élections législatives

Les élections législatives ont commencé à réveiller l'appétit des partis politiques. C'est le cas du Front de libération nationale (FLN). Le mouhafedh de la Soummam (Akbou), Saâdi Djeroudi, élu à l'APW de Béjaïa et membre du comité central du parti, a réuni les secrétaires des kamas de la Soummam en présence de membres de l'instance nationale dirigeante, Samia Moualfi ex-député du parti. La réunion a été consacrée à la situation organique du parti, à savoir l'actualisation des listes des militants et leurs cotisations, les cartes, ainsi que les primes des élus. Il était question aussi de débattre des dernières résolutions du comité central et des orientations du nouveau secrétaire général de l'ex-parti unique, Djamel Ould Abbès. Ces points

prouvent, si besoin est, que le parti a déjà mis le cap sur les prochaines législatives qui auront lieu en début du deuxième trimestre de l'année 2017. «Il s'agit de faire un état des lieux du parti au niveau de la Soummam et voir comment engager une stratégie pour faire des prochaines échéances électorales un grand succès et améliorer les résultats du parti par rapport aux élections passées», nous dit-on. Pour sa part, le RND a organisé un séminaire de formation de deux jours en faveur des jeunes à l'occasion du 1^{er} novembre au centre de vacances Anissatour de Souk El-Tennine. Plusieurs conférences ont été animées notamment celle liée à «la jeunesse et la révolution», marquée par des témoignages de moudjahidine. D'autres thèmes ont été exposés, notamment «La

jeunesse, la société et les politiques publiques», «La communication et la jeunesse» ainsi qu'un atelier de formation sur les réseaux sociaux. Cette formation entre dans le cadre des résolutions du 5^e congrès du parti, dira, Kamel Bouchoucha, secrétaire de wilaya du parti. Pour sa part, le Front de l'avenir, présidé par Belaid Abdelaziz, a été invité par la section locale de Tazmalt pour commémorer le 55^e anniversaire de la mort de deux moudjahidine de l'Armée de Libération Nationale (ALN). Il s'agit du colonel Abderrahmane Mira et Salem Titouah. A l'occasion aussi, le bureau de la représentation locale du parti a été baptisé, par le porte parole du parti, au nom du chahid Azouau Amrane.

Hocine Cherfa

Formation

Signature d'une convention entre la DGSN et l'université d'Alger 3

Une convention-cadre a été signée dimanche à Alger entre la direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) et l'université d'Alger 3 (faculté des sciences de l'information et de la communication) portant sur le soutien à la formation au «Master professionnel» spécialité enquêtes économiques et financières.

La convention, renouvelable tous les cinq ans, vise «à développer et à renforcer la coopération scientifique et à promouvoir le partenariat entre les deux parties dans le domaine de la formation». Le soutien à la formation

continue au profit des cadres de la DGSN, l'encadrement des étudiants stagiaires lors de leur cursus scolaire et durant la réalisation des projets de fin d'études sont entre autres objectifs de cette convention qui permet par ailleurs l'accès aux services bibliothécaires et aux laboratoires de recherche scientifique, l'organisation de séminaires et de conférences ainsi que les visites dans les établissements de formation des deux parties.

Le contrôleur de police et inspecteur régional de la police du centre, Mahmoud Rabah, a affirmé que son institution «œuvre à

élargir le partenariat et la coopération avec l'université pour appuyer la formation au profit des cadres et étudiants de la sûreté nationale». Il a précisé que cette convention «contribuera à renforcer les mécanismes de partenariat entre les deux parties à travers notamment l'échange d'expériences et la formation scientifique au sein des deux institutions pour la préparation du Master professionnel». Cette démarche, a-t-il ajouté, s'inscrit dans le cadre des orientations de la DGSN visant «à promouvoir la formation professionnelle et scientifique du policier afin de lui

permettre de relever les défis et d'élargir ses connaissances en matière de maintien de l'ordre et de stabilité». Le recteur de l'université d'Alger 3, Rabah Cheriet, a souligné l'importance de cet accord pour la promotion du partenariat dans le domaine de l'encadrement des étudiants et cadres de la DGSN par des enseignants et chercheurs universitaires. M. Cheriet a assuré que «l'université est prête à s'ouvrir au monde extérieur pour soutenir la formation avec les différents secteurs», affirmant sa volonté d'élargir cette convention à d'autres domaines.

Réunion de l'Opep à Vienne

L'Algérie et l'Arabie saoudite «très optimistes»

■ Le ministre de l'Energie, Nouredine Boutarfa, et son homologue saoudien, Khalid al-Falih, ont affiché leur optimisme quant à la conclusion d'un accord lors de la réunion de l'Opep à Vienne, qui concrétisera l'accord d'Alger, a indiqué, hier, le ministère de l'Energie dans un communiqué.

Par Amel B.

M. Boutarfa a reçu, samedi soir à Alger, le ministre saoudien de l'Energie, de l'Industrie et des Ressources minérales, M. Khalid al-Falih. Lors de cet entretien, ils ont abordé l'évolution des marchés pétroliers et les perspectives de mise en œuvre de l'accord historique d'Alger auquel sont parvenus les membres de l'Opep le 28 septembre dernier, qui prévoit de réduire la production de l'Opep à un niveau oscillant entre 32,5 et 33 millions de barils par jour. Les

deux ministres «se sont montrés très optimistes quant à la perspective de trouver un accord juste, équilibré et équitable lors de la prochaine réunion de l'Opep prévue le 30 novembre à Vienne qui viendra concrétiser l'accord d'Alger», précise le communiqué. A ce propos, M. Boutarfa a déclaré que l'accord d'Alger était déjà en cours de mise en œuvre et que les préparatifs pour la réunion de l'Opep se déroulaient dans un esprit «constructif et coopératif». «Je suis optimiste. Nous allons, je l'espère, parvenir à un accord collectif à Vienne qui mettra en œuvre la décision d'Alger et qui



Ph. > D. R.

démontrera que l'Opep est encore une organisation opérante et active en vue de stabiliser les marchés», a ajouté M. Boutarfa cité dans le communiqué. Pour sa part, le ministre saoudien «a

rappelé combien l'accord d'Alger a transformé les marchés pétroliers et a amélioré les relations entre pays membres de l'Opep en convergeant les opinions et en aboutissant à un accord dont

la mise en œuvre est aujourd'hui une nécessité», note le communiqué. «Pour stabiliser les marchés, il est nécessaire de mettre en œuvre l'accord historique d'Alger. Je reste confiant et optimiste de voir la raison l'emporter. Nous arriverons, nous l'espérons, à un accord juste et équilibré qui prenne en considération les événements exceptionnels survenus dans quelques pays membres de l'Opep et auquel tous contribueront y compris les pays non membres», a déclaré M. Al Falih, cité dans le communiqué. Par ailleurs, les deux ministres «ont jugé pertinente l'idée d'avancer la réunion du Haut comité d'experts (prévue initialement le 25 novembre) au 21 novembre afin de donner le temps aux ministres de mieux examiner et d'apprécier les propositions du comité et, éventuellement, de se concerter afin de mieux préparer la réunion ministérielle du 30 novembre 2016 qui se tiendra dans la capitale autrichienne», précise le communiqué. Cette démarche «permettrait de réunir les bonnes conditions pour assurer sa réussite», ajoute la même source.

A.B

Petite et moyenne entreprise

Le projet de loi présenté en plénière à l'APN

Le projet de loi sur les PME a été présenté, hier, à l'Assemblée populaire nationale (APN) par le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouhoureb, à une séance plénière présidée par Mohamed Larbi Ould Khelifa, président de cette institution parlementaire. Ce projet de texte, deuxième grand dossier en économie présenté cette année au Parlement après le code des investissements promulgué récemment, vient amender la loi de 2001 relative à la Petite et moyenne entreprise (PME). Le texte introduit plusieurs mesures de soutien à cette catégorie d'entreprises, notamment en matière de leur création, de la recherche et développement, de l'innovation, de développement de la sous-traitance, de financement d'actions de sauvetage et de reprise des activités des PME en difficulté mais viables. Il prévoit notamment la mise en place d'un Fonds d'amorçage pour encourager la création de start-up innovantes. Ce Fonds est destiné à financer les frais préalables devant permettre la conception du

produit prototype (frais de recherche et de développement, prototypage, business plan...) afin de palier l'entrave liée au défaut de financement de la phase pré-création de l'entreprise, qui n'est pas pris en charge par le capital-investissement.

Renforcer la mise à niveau et réduire le taux de mortalité des PME

L'élaboration de cette nouvelle loi intervient après les résultats mitigés de l'opération de mise à niveau des PME, lancée en 2012 mais qui n'a pas atteint tous ses objectifs. Dotée d'une enveloppe financière de près 386 milliards de DA, l'opération de mise à niveau visait 20 000 PME jusqu'à fin 2014. Cependant, 5 000 PME seulement avaient adhéré à ce programme, soit 25% du programme, selon l'Agence nationale de développement de la PME (Andpme). Dans ce cadre, le nouveau texte prévoit une réforme du dispositif de soutien des PME sur les plans législatif et institutionnel ainsi que sur

les institutions qui auront à mettre en place ce dispositif. En vertu de ce projet de loi, chaque entreprise sera soutenue selon ses propres besoins au lieu d'une démarche standard, et ce, pour prendre en charge les besoins et spécifiques de chaque entreprise. En plus du Fonds d'amorçage prévu, il s'agit aussi de protéger les PME et de réduire leur taux de mortalité estimé actuellement à 8%. Selon les chiffres du ministère de l'Industrie et des Mines, un peu plus de 900 000 PME opèrent actuellement en Algérie, un chiffre qualifié de «très faible» par rapport au potentiel du pays et aux objectifs du secteur. Dans cette optique, le plan d'action du gouvernement vise la création d'un million de nouvelles PME durant le quinquennat 2015-2019. Outre ce projet de loi d'orientation pour le développement des PME, le dispositif de soutien aux entreprises sera également renforcé par d'autres textes de lois comme ceux de la normalisation, adopté récemment par le Parlement, et de la métrologie actuellement en cours d'élaboration.

Souad H./APS

Agriculture

Attribution de terres pour des projets de 600 mds DA

Le secteur agricole a attribué une superficie de plus de 600 000 hectares pour la réalisation de projets structurants d'un montant de 600 milliards de dinars, a indiqué le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdesslem Chelghoum. «Les résultats enregistrés jusque-là confortent la pertinence de notre démarche affichant une attribution totale de 638 000 ha dont 86% (552 000 ha) à près de 1 500 investisseurs porteurs de projets structurants et intégrés dans les filières stratégiques avec une valeur estimée à 600 milliards de DA», a affirmé M. Chelghoum lors de la réunion gouvernement-walis qui se tient au Palais des nations (Alger).

Sans préciser la période durant laquelle ces terres ont été attribuées, le ministre a évoqué des «méga projets» de partenariat agricole avec des étrangers d'une valeur d'investissements de 25 milliards DA qui sont en cours de mise en œuvre au niveau des wilayas de Khenchela, Adrar, El Bayadh et de Ghardaïa. Ces projets concernent notamment les filières céréalière et laitière et dont la superficie dépasse 10 000 hectares par projet, a-t-il précisé. Il s'agit d'une «nouvelle approche» basée sur l'encouragement de la grande exploitation qui va permettre de réduire substantiellement la facture d'importation des produits stratégiques et d'ac-

croître la production nationale, a-t-il expliqué à la presse, en marge de cette réunion. Il a estimé que les principales mesures initiées par le secteur étaient à l'origine d'un «impact certain sur la croissance des investissements agricoles à travers les facilitations consenties aux exploitants et aux opérateurs dans le cadre de l'accès au foncier». Il a alors cité la mise en place des instruments réglementaires et cadres juridiques et la création d'une cellule de facilitation et d'accompagnement des projets d'investissement. Ces mesures visent l'accroissement de la superficie agricole utile estimée actuellement à 8,5 millions ha et qui devrait passer à 9 millions ha

à l'horizon 2019, avec comme impact la création d'emplois et l'émergence d'une nouvelle dynamique dans les filières stratégiques. Dans le secteur des forêts, le ministre a cité des opportunités d'investissement comme la valorisation des produits forestiers ligneux (bois et liège) avec un potentiel de production à court et moyen termes d'environ 20 000 m³/an de bois et de 100 000 m³/an. Il s'agit aussi de la valorisation des produits forestiers dans la production d'huiles essentielles destinées aux cosmétiques et à la pharmacie. Abordant la distraction des terres agricoles au profit des projets d'investissements socio-économique,

M. Chelghoum a indiqué que 20 000 ha de terres agricoles avaient été affectés à d'autres secteurs pour la réalisation de 3 600 projets, sans compter d'autres superficies dédiées aux parcs industriels et à l'expansion de zones touristiques. «Sans vouloir remettre en cause l'opportunité tout à fait légitime de ces projets, il n'en demeure pas moins que le retour à l'orthodoxie réglementaire basée sur le respect d'instruments d'urbanisme validés serait à même de créer cet équilibre tant espéré aussi bien par les autorités locales que par le secteur de l'agriculture», a souligné le ministre.

R. E.

Atelier d'architecture à l'UST d'Oran

Sept propositions pour la revitalisation du quartier de Sidi El-Houari

■ Sept variantes de solution urbanistique pour la revitalisation du quartier historique de Sidi El-Houari ont été proposées dans le cadre de l'atelier d'architecture animé au titre des premières journées thématiques à l'Université des sciences et de la technologie Mohamed-Boudiaf.

Par Ali T.

Sept idées majeures, visant essentiellement à «promouvoir l'attractivité de ce quartier et à consolider ses ouvertures sur la mer, tout en préservant la dimension de son patrimoine», ont émergé à l'issue de cette rencontre matérialisant la première action de coopération à la faveur d'une convention de partenariat entre l'USTO-MB et l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (ENSAS, France), a précisé à l'APS le chef d'atelier Djillali Tahraoui. Au total, près de



PH: D. R.

trente étudiants des deux établissements ont été répartis en sept groupes mixtes (sans distinction de nationalité) pour contribuer à la réflexion engagée dans le cadre de cet atelier appuyé, dix jours durant, par des visites sur le terrain et des tables rondes animées par des spécialistes algériens, a expliqué M. Tahraoui, également enseignant-chercheur à l'USTO-MB. «Les maquettes, esquisses et schémas élaborés par les étudiants portent la même suggestion mais avec des sensibilités différentes ciblant un objectif commun, à savoir la mise en valeur de l'ambiance urbaine de Sidi El-Houari et de ses rapports à la mer», a-t-il fait savoir. Les participants se

sont évertués dans ce contexte à «reconsidérer le tissu urbain de ce quartier en interprétant de nouveaux liens entre certains îlots, tout en excluant le recours à la démolition du bâti, exception faite pour les immeubles en état de ruine avancé», a indiqué M. Tahraoui. «Les solutions préconisées au terme de cet atelier constituent une contribution académique susceptible d'intéresser les acteurs urbains compétents», a-t-il fait valoir en rappelant que la prise en charge de Sidi El-Houari est prévue par la loi, sachant que ce quartier a été classé «secteur sauvegardé» en février 2015. De leur côté, les encadrant pédagogiques de l'ENSAS, Volker Ziegler et

Christian Horn, se sont félicités des bonnes conditions du déroulement des activités tenues à Oran et qui ont permis de consolider l'apprentissage pratique des étudiants des deux établissements partenaires. Ils ont également estimé que le quartier de Sidi El-Houari dispose d'importants atouts à même de favoriser l'insertion de constructions modernes avec de nouvelles activités économiques, tout en préservant son identité urbaine, son patrimoine et ses rapports naturels à la mer. Ces journées se sont tenues sous le thème générique du «Rapport des villes à l'eau : Oran par rapport à la Méditerranée et Strasbourg au Rhin», a rappelé le vice-recteur de l'USTO-MB chargé des relations extérieures et de la coopération, P' Amine-Bouziane Hammou. Ces échanges se poursuivront, en 2017, par un séjour académique d'étudiants en architecture de l'USTO-MB à Strasbourg pour un atelier dédié au tissu urbain de cette ville et à sa relation avec le Rhin (fleuve), a fait savoir P' Hammou. Une présentation des maquettes réalisées dans le cadre de l'atelier est prévue dimanche, lors de la cérémonie de clôture, au profit d'une assistance élargie au niveau de la faculté d'architecture de l'USTO-MB. La rencontre a

été animée avec la participation de l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (ENSAS, France), en présence de responsables pédagogiques et d'étudiants. A. T./APS

Naâma /ANSEJ Création de plus de 20 micro-entreprises versées dans les TIC

VINGT-QUATRE micro-entreprises versées dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont été créées entre 2010 et 2016 dans la wilaya de Naâma, a-t-on appris auprès de l'antenne locale de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej). Ces petites entreprises, dont trois ont été montées cette année et versées dans le domaine de l'informatique et d'Internet, se sont employées depuis à la modernisation du réseau téléphonique fixe, la pose de la fibre optique en milieu urbain et la réalisation des travaux de génie civil pour la mise en place des canaux de réseaux téléphoniques, a-t-on appris de ce dispositif. La même source qui a fait part du dépôt, par des jeunes, de quatre dossiers de montage d'entreprises concernées par le domaine avant d'être étudiés par l'entreprise Algérie Télécom, a relevé que les porteurs de projets sont accompagnés dans la réalisation de leurs initiatives en plus de l'organisation à leur profit des sessions de formation et de gestion de leurs initiatives. L'entreprise d'Algérie Télécom (AT) qui s'emploie, à ce titre, à soutenir techniquement les porteurs de projets, poursuit l'opération de formation gratuite, pour une durée de 18 mois, au profit de 60 jeunes en filières liées au TIC au niveau de l'Institut national spécialisé en formation professionnelle (INSFP) pour la formation d'une main-d'œuvre qualifiée à même de relever le défi de modernisation des prestations des TIC à Naâma, a indiqué le chef de service technique à Algérie Télécom, Brahim Kenenda. Les dossiers de montage de projets des TIC, à financer par les agences de l'Ansej et la caisse nationale d'assurance du chômage (Cnac), devront contribuer largement à la modernisation du secteur qui fait face à un manque d'entreprises et moyens de réalisation nécessaires pour la modernisation et l'extension du réseau téléphonique en fibre optique à travers les régions enclavées et dépourvues, a-t-on fait savoir. R.R.

El Tarf

300 km de réseau AEP ciblés par une opération de réhabilitation

Pas moins de 300 km de conduites des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) sont ciblés par une opération de réhabilitation dans les différentes communes de la wilaya d'El Tarf, a indiqué le directeur local des ressources en eau. Ce vaste chantier de réhabilitation a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 2,6 milliards de dinars, a précisé Mustapha Mechat, lors d'un point de presse tenu au siège de la direction des ressources en eau, soulignant que ces travaux ont été engagés en raison de la vétusté des conduites d'eau notamment dans les régions de Besbes et Dréan. Le même responsable a ajouté qu'une partie de ce programme de réhabilitation du réseau AEP a été d'ores et déjà,

achevée dans diverses cités et quartiers relevant des communes d'El Kala, El Ayoune, Ain Kerma, Zitouna, Berrihane, Boutheldja, Oum Théboul et Chihani. D'autres chantiers inscrits dans le même programme se poursuivent à «un rythme soutenu» au niveau des villes du Lac des Oiseaux, Besbes, El Tarf, Dréan (Djenane El Chouk et Dréan centre) et Boutheldja, a-t-on détaillé. Destinés à mettre un terme aux déperditions d'eau potable et à améliorer l'alimentation des ménages en cette denrée vitale, d'autres actions similaires sont également prévues prochainement à travers les localités d' Ain Assel, Ben M'Hidi centre, Oued Zitouna, Hamma Beni Salah, Zerizer, Bougous, Sidi Belgacem et Oued El Hout a encore souligné le respon-

sable. M. Mechat a également fait part du parachèvement du projet de réalisation et mise en place de nouveaux réservoirs, à El Tarf, appelés à augmenter les capacités de stockage d'eau à 38 200 m³, pour un montant de 1,56 milliard de dinars rappelant la mise en service, depuis l'été dernier d'une station monobloc pour le traitement d'eau potable d'une capacité de 50 L/S à Zeizer. Mettant l'accent sur les efforts consentis par l'Etat pour l'amélioration de la dotation en eau potable à travers les différentes localités d'El Tarf, le responsable a précisé qu'un programme de mise à niveau de l'ensemble des infrastructures hydrauliques de stockage notamment est prévu à partir de 2017.

Siham N.

Tizi Ouzou

Plus de 770 logements LSP à l'arrêt à travers la wilaya

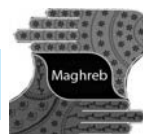
Au moins 779 logements sociaux participatifs (LSP) entamés en réalisation à travers la wilaya de Tizi Ouzou sont actuellement à l'arrêt, a-t-on appris auprès de la direction locale du logement. Sur un programme global de 10 278 logements LSP inscrits dans le cadre des différents programmes depuis 2001 à ce jour, 779 ont connu un arrêt des travaux à des taux d'avancement différents, a déclaré le directeur logement, Habib Arkoub. 488 autres unités du même segment ne sont toujours pas lancées en réalisation

dont 328 confiées à l'agence foncière de Tizi Ouzou depuis 2012, 116 à Draâ Ben Khedda, 40 à Tadmait et 100 à Azazga, a-t-il précisé. Ce retard dans le démarrage des chantiers est justifié par des contraintes liées aux terrains choisis pour l'implantation des projets, les avis appels d'offres infructueux, le désistement ou la résiliation des contrats avec certaines entreprises et les oppositions manifestées par des citoyens dans certaines localités, a-t-il indiqué. Sur ce même programme la direction de logement compte

2503 unités en cours de réalisation dont 207 lancés en 2016 et 6388 achevés dont 565 livrés au courant de cette année, a-t-il tenu à signaler. Lors d'une réunion consacrée au secteur de logement tenu jeudi à la wilaya, le wali, Mohammed Bouderbali, a invité les différents acteurs impliqués dans ce programme à œuvrer pour le lancement de la totalité du programme non lancés avant la fin 2016, considérant que les retards accusés vont se répercuter sur le coût de la réalisation et induira de ce fait des problèmes avec les bénéfici-

ciaires. Concernant la formule location vente (AADL), la wilaya de Tizi Ouzou compte un programme global de 8 000 logements dont 1 300 en phase d'inscription au niveau du ministère et 1 000 achevés au niveau du pôle d'excellence de Boukhelfa, a-t-on souligné. Depuis le lancement du programme AADL en 2001 à ce jour, l'agence AADL de Tizi Ouzou a reçu 15 000 dossiers, dont 20% écartés par le filtre national pour la première phase (2001-2002), a-t-on encore fait savoir.

Maya T./Agences



Sahara occidental

Les résolutions internationales garantissent le droit à l'autodétermination

■ Le secrétaire général du parti politique espagnol Podemos, Pablo Iglesias, a soutenu que la question sahraouie demeure parmi les préoccupations de son parti sur le plan extérieur, rappelant que les résolutions internationales garantissent au peuple sahraoui le droit à l'autodétermination.



Unies durant le mois de décembre prochain, ajoute le texte, la CEAS souligne «la responsabilité juridique de l'Espagne comme puissance administrant la dernière colonie en Afrique» et exige «une position ferme de l'Espagne, conformément au droit international». La manifestation, programmée pour le samedi pour dénoncer les accords de Madrid, verra l'organisation d'une marche qui partira de la gare centrale de Madrid (Atocha) pour prendre fin devant le siège du ministère espagnol des Affaires étrangères.

droits de l'homme». L'activiste portugaise, Isabel Lourenço, a affirmé jeudi que la situation des prisonniers politiques sahraouis dans les prisons marocaines est «insoutenable» et constitue «une violation grave» du droit international, dénonçant l'attitude de la communauté internationale qui «s'est rendue complice» en maintenant le silence sur cette occupation. «Il est urgent que la communauté internationale prenne des mesures et que le silence entourant cette question soit brisé», a-t-elle déclaré au lendemain de la présentation de son rapport 2016 sur la situation des prisonniers politiques sahraouis devant les membres de l'intergroupe «Paix pour le Sahara occidental» au Parlement européen. Les procédures judiciaires sont illégales, selon cette activiste qui réclame «la libération immédiate» de tous les prisonniers politiques dans la mesure où il n'y a aucune preuve confirmant les crimes dont ils sont accusés. Dénombrant plus de 60 prisonniers politiques sahraouis actuellement dans les prisons marocaines, Lourenço soutient que ces détenus sont humiliés, quotidiennement, par les gardiens, qui encourageaient également les autres prisonniers à les maltraiter.

Le prisonnier politique Merghi entame une grève de la faim

Le prisonnier politique sahraoui Abdulkhalek Merghi a entamé une grève de la faim ouverte pour protester contre les mauvais traitements infligés par l'administration de la prison marocaine, a indiqué une source sahraouie de droits de l'homme. Selon la même source, citée samedi par l'Agence de presse sahraouie (SPS), «Abdulkhalek a été condamné injustement pour une peine de prison de quatre ans après son arrestation à Gleimam – au sud du Maroc, en raison de ses positions politiques et de ses activités en matière de

Par Kamel L.

M. Iglesias a affirmé, devant les participants à une conférence organisée par son parti, suite aux derniers développements sur la scène politique espagnole, que «Podemos devrait être présent et soutenir toutes les causes justes à l'instar de la cause sahraouie», rapporte l'Agence de presse sahraouie (SPS). Plusieurs partis politiques espagnols, à l'instar du Parti nationaliste basque, ont lancé récemment des appels exigeant de leur gouvernement de

«réparer les erreurs du passé en parachevant le processus de décolonisation du Sahara occidental et la tenue d'un référendum d'autodétermination» puisque l'Espagne présidera en décembre prochain le Conseil de sécurité des Nations unies. Dans ce sens, le coordinateur espagnol des associations amies avec le Sahara occidental (CEAS-Sahara), José Taboada, a affirmé vendredi que l'Etat espagnol doit adopter, en décembre prochain lorsqu'il présidera le conseil de sécurité de l'ONU, des mesures réelles afin de «fixer

une date pour la tenue d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental». José Taboada a rappelé dans un communiqué de presse dont l'APS a reçu une copie que le «samedi 12 novembre 2016, les associations amies avec le Sahara organisent une nouvelle manifestation à Madrid pour défendre le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles du territoire sahraoui». Coïncidant avec la présidence de l'Espagne du Conseil de sécurité des Nations

Libye

Six mois après, l'EI résiste toujours à Syrte

Ils ne contrôlent plus qu'un petit quartier mais les jihadistes résistent toujours à Syrte, six mois après le lancement de l'offensive de reconquête de la seule ville contrôlée par le groupe Etat islamique (EI) en Libye. Le 12 mai, le Gouvernement libyen d'union nationale (GNA) annonçait le début de la bataille de Syrte, située sur les bords de la Méditerranée, à 450 km à l'est de Tripoli. Les premières semaines sont prometteuses puisque les forces reprennent la majeure partie de cette cité conquise en juin 2015 par l'EI, qui cherchait à s'implanter en Libye pour étendre son influence en Afrique du Nord.

Mais les combats contre les jihadistes sont meurtriers : plus de 667 morts et 3 000 blessés dans les rangs des forces progouvernementales. La bataille s'enlise semaine après semaine, entre autres en raison de la prudence qu'adoptent les forces pro-GNA pour éviter de nouvelles pertes et protéger les civils pris au piège dans la ville même si leur nombre est très difficile à estimer. «La bataille dure plus longtemps que prévu», relève Mattia Toaldo, spécialiste de la Libye au centre de réflexion European Council on Foreign Relations. Les jihadistes sont désormais acculés dans un petit quartier qu'ils défendent farouchement, al-Giza al-Bahriya. «Le retard de l'assaut final est dû (...) principalement au fait qu'il s'agit de combats de rues très violents et que

Daech (autre acronyme arabe de l'EI) reste déterminé à défendre ses positions jusqu'aux derniers mètres carrés», explique à l'AFP Rida Issa, porte-parole des forces progouvernementales. Ethan Chorin, un ancien diplomate américain en poste à Tripoli aujourd'hui consultant, voit aussi d'autres raisons au piétinement des forces libyennes. «Ceux qui combattent l'EI à Syrte avec le soutien occidental ne sont pas tous motivés, ni très bien organisés», note-t-il. Mais M. Issa explique que le plus important pour les forces loyales au GNA est de préserver la vie des combattants «mais également les civils que Daech utilise comme boucliers humains, il nous faut donc avancer lentement et par à-coups».

«Cris des civils»

«Nos combattants entendent les cris des civils depuis les maisons à chaque fois qu'un raid est effectué. Nous ne connaissons pas leur nombre mais savons que Daech les empêche de sortir», raconte-t-il.

Pour M. Toaldo, les forces loyalistes «ont rencontré une résistance à laquelle elles ne s'attendaient pas de la part de l'EI (...) qui utilise des otages, rendant délicat tout assaut contre les immeubles où se cachent les jihadistes».

Cette guerre d'usure coûte cher aux deux camps.

Le bilan des morts dans les rangs des combattants de l'EI n'est pas vérifiable de source indépendante, mais Rida Issa a

affirmé à l'AFP qu'entre 1 800 et 2 000 auraient été tués depuis le début de l'opération.

Mercredi, le commandement des forces américaines en Afrique a annoncé la reprise des frappes aériennes américaines contre l'EI à Syrte après plus d'une semaine d'arrêt, dans le cadre d'une opération lancée le 1er août en appui aux forces du GNA.

Depuis, l'armée de l'air américaine a effectué 368 frappes. Maintenant que les jihadistes sont encerclés dans moins d'un kilomètre carré, «il est difficile de savoir quel sera l'impact des frappes américaines, aussi précises soient-elles», estime M. Toaldo.

Kamel L./AFP

Tunisie

Le déficit commercial atteint 10 781 millions de dinars en octobre

LE DÉFICIT commercial de la Tunisie a atteint s'est 10 781,2 millions de dinars tunisiens durant les dix premiers mois de 2016, alors qu'il était de 10 237 MD au cours de la même période de 2015, selon les résultats publiés par l'Institut national de la statistique. Le taux de couverture des importations par les exportations a par conséquent, régressé de 0,5 point à 68,4%, contre 68,9% durant la même période de 2015. Ce déficit commercial est dû au déficit enregistré au niveau de la balance énergétique (2 672,5 MD contre 2 947,8 MD en 2015), ce qui représente 24,8% du déficit global, et également au niveau de la balance alimentaire (-884 MD contre un excédent de 143,3 MD en 2015), en raison de la baisse des quantités exportées d'huile

d'olive, rapporte l'agence de presse TAP. L'aggravation de déficit commercial est expliquée, aussi, par la hausse des importations (+3,7% à 34 168,2 MD) à un rythme plus accéléré que celui des exportations (+2,9% à 23 387 MD). La hausse des importations est due à l'accroissement des importations des matières premières et du phosphate de 6,3%, des produits semi-manufacturés de 9,9%, des produits d'équipement de 5,9% et des produits de consommation non essentiels de 10,7%. En revanche, les importations énergétiques ont chuté de 20,8%, en raison de la baisse des achats en pétrole brut et en produits agricoles de base (au vu de la diminution des achats de blé dur).

R.M.



États-Unis

Nouvelles manifestations contre Trump qui appelle à l'unité

■ Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont défilé, samedi, contre Donald Trump aux États-Unis, tandis que le président élu intensifiait ses consultations et a semblé édulcorer certaines de ses propositions de campagne.



«**P**as d'Amérique raciste», «Donald Trump doit s'en aller», scandaient des milliers de manifestants dans les rues de Chicago (nord), certains portant à la poitrine une épingle à nourrice, devenue symbole de solidarité avec les minorités attaquées par la candidat républicain pendant la campagne. A New York (nord-est), au moins 10 000 personnes ont remonté la 5^e Avenue jusqu'à la 56e rue, où se trouve la tour Trump, dans laquelle le président élu mardi devait passer le week-end pour préparer son futur gouvernement. «Je veux un président qui unit et ne divise pas les gens», a expliqué à l'AFP Nadia Sisneros, 29 ans, d'origine mexicaine, venue manifester

près de la tour Trump. «J'ai peur parce que je suis une immigrée. J'ai vécu dans ce pays toute ma vie, je ne veux pas revenir dans un pays que je ne connais pas». Les manifestants à Los Angeles (sud-ouest) étaient aussi plus de 10 000 à défilé contre le nouveau président, qui a appelé samedi les Américains à s'unir après une campagne qui a profondément divisé le pays. «Cela va être un grand moment dans la vie de TOUS les Américains. Nous allons nous unir et nous allons gagner, gagner, gagner !», a tweeté Donald Trump, au moment où plusieurs milliers de personnes affluaient près de ses bureaux aux cris de «Trump n'est pas mon président» ou «New York vous déteste». Le réalisateur de cinéma Michael Moore, cri-

tique de Donald Trump, est entré dans la tour pour tenter d'y rencontrer le président élu, en vain. Un apôtre du Brexit, Nigel Farage, président du parti britannique europhobe et anti-immigration Ukip, était également présent à New York et a rencontré le président élu. «Je suis convaincu qu'il sera un bon président. (...) C'est un homme avec qui nous pouvons faire affaire», a-t-il déclaré, selon un communiqué de l'Ukip. La députée française et nièce de la présidente du parti d'extrême droite Front national Marine Le Pen, Marion Maréchal-Le Pen, a quant à elle tweeté samedi qu'elle répondait «oui» à l'invitation de Stephen Bannon, directeur de campagne de Trump, à travailler ensemble». Ces marques de soutien de l'ex-

trême droite européenne contrastaient avec les premières déclarations de Donald Trump, qui a semblé mettre de l'eau dans son vin. «Je veux un pays où les gens s'aiment les uns les autres», a-t-il déclaré dans un entretien au quotidien *Wall Street Journal* (WSJ) publié vendredi. Le magnat de l'immobilier, dont la première longue interview télévisée devait être diffusée hier par CBS, a suggéré qu'il pourrait amender et non abroger la réforme de l'assurance santé dite «Obamacare», qui a permis à 22 millions d'Américains supplémentaires d'avoir une couverture médicale. Il a aussi jugé qu'enquêter sur sa rivale Hillary Clinton n'était pas sa priorité. Pendant la campagne il a pourtant répété que la démocrate méritait d'aller «en prison» pour avoir utilisé un serveur privé pour ses emails quand elle était chef de la diplomatie. Donald Trump a constitué vendredi l'équipe de transition chargée de mettre sur pied, d'ici sa prise de fonction le 20 janvier, sa nouvelle administration, dans laquelle son vice-président élu Mike Pence est

promis à «un grand rôle», a-t-il précisé au WSJ. M. Pence a pris en main cette équipe, forte de soutiens indéfectibles : l'ex-maire de New York, Rudy Giuliani, l'ex-président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, et un sénateur en pointe contre l'immigration illégale, Jeff Sessions. Plus surprenant, trois enfants adultes de Donald Trump – Ivanka, Donald Jr et Eric – en font aussi partie, ainsi que le mari d'Ivanka, Jared Kushner.

Beaucoup dans cette équipe sont membres de l'establishment qu'il a tant décrié pendant sa campagne. Il a aussi recruté des lobbyistes, profession dont il avait également dit pis que pendre. Après avoir parlé avec la Première ministre britannique Theresa May et son homologue israélien Benjamin Netanyahu, le président élu s'est entretenu vendredi avec le président français François Hollande, notamment sur la Syrie et le climat. «J'ai une vue différente de beaucoup de gens sur la Syrie», a dit Donald Trump au WSJ, suggérant qu'il fallait lutter davantage contre le groupe Etat islamique.



Points chauds

Progression

Par Fouzia Mahmoudi

Pakistan

Un adolescent a mené l'attaque revendiquée par l'EI

Un kamikaze adolescent a mené la nouvelle attaque d'ampleur revendiquée par l'Etat islamique qui a fait 52 morts dans un sanctuaire soufi reculé samedi soir au Pakistan, où l'organisation jihadiste semble gagner des appuis locaux.

Le kamikaze, dont l'âge a été estimé entre 16 et 18 ans, a actionné sa bombe en pleines célébrations religieuses dans la province du Baloutchistan, dans le sud-ouest du pays, a indiqué hier à l'AFP un haut responsable local.

La déflagration s'est produite au milieu de la foule au sanctuaire de Shah Noorani, un saint du soufisme, une branche mystique de l'islam considérée comme hérétique par certains groupes islamistes radicaux, dont les talibans. Jusqu'à 600 personnes étaient rassemblées sur le site samedi soir, un lieu de pèlerinage situé dans une région montagneuse reculée du district de Khuzdar, à environ 760 kilomètres au sud de Quetta.

«Le bilan est de 52 morts et 105 blessés», a déclaré pour sa part à l'AFP Anwar Kakar, un porte-parole du gouvernement baloutche. «Tous les blessés ont été transférés à l'hôpital dans des

ambulances militaires. L'armée occupe le sanctuaire et en a bloqué les accès. Les experts travaillent pour rassembler des preuves», a-t-il ajouté.

Un survivant de l'explosion, Mohammad Shehzad, âgé de 25 ans, se trouvait sur le site avec un groupe de 120 pèlerins lors du drame, a-t-il indiqué à l'AFP.

«La déflagration a été si forte que les gens ont été soufflés. Tout le monde courait, hurlait et cherchait sa famille. Les enfants cherchaient leurs mères et pères. D'autres leurs frères et sœurs mais personne n'était là pour entendre leurs cris», a-t-il témoigné.

D'autres témoins ont déploré que les secours aient mis des heures à arriver en cet endroit éloigné, situé en haut d'une colline à plusieurs km des villages environnants, et doté d'une mauvaise couverture en téléphonie mobile.

«Nous avons quitté le sanctuaire à peine cinq minutes avant l'attaque pour aller préparer notre dîner. Depuis l'endroit en hauteur sur une colline où nous nous trouvions, nous pouvions voir trois derviches tourneurs danser au son d'un tambour, et des centaines de personnes formant un

cercle autour d'eux. Et puis il y a eu l'explosion», a déclaré à l'AFP Hafeez Ali, un mécanicien de 28 ans.

«Nous nous sommes rendus compte que c'était une bombe. Deux d'entre nous se sont précipités et ont vu les corps dispersés partout, surtout des enfants. Nous avons vu le joueur de tambour, mort, et son instrument explosé juste à côté», a-t-il ajouté.

Le groupe EI a rapidement revendiqué cette «opération martyre», dans un communiqué diffusé par Amaq, son agence de propagande, et diffusé une photo montrant un jeune homme à fine moustache et en tenue traditionnelle blanche, présenté comme l'assaillant. «Nous ne pouvons pas confirmer à ce stade quel groupe a commis l'attentat mais tous les groupes terroristes sont les mêmes et coordonnent les attaques», a toutefois déclaré à l'AFP le secrétaire aux affaires intérieures de la province, Sarfraz Bugti.

L'EI avait déjà revendiqué un assaut meurtrier contre une école de police à Quetta, chef-lieu du Baloutchistan, qui avait fait 61 morts dans la nuit du 24 au 25 octobre.

Si l'on parle beaucoup, à quelques jours du premier tour des élections primaires de la droite, d'Alain Juppé, le favori, et de Nicolas Sarkozy, le challenger, l'on n'évoque les autres candidats que pour les comparer aux deux premiers. Or, certains d'entre eux estiment avoir une véritable chance de percer et d'arriver, au moins au second tour du scrutin. C'est notamment le cas de Bruno Le Maire mais aussi, et surtout, le cas de François Fillon. En effet, l'ancien Premier ministre qui a été le premier dès 2012 à annoncer sa candidature pour une primaire de la droite, se croit tout à fait capable d'atteindre le second tour. En forte hausse dans de récents sondages sur la primaire de la droite, l'ex-Chef du gouvernement a prédit qu'il «sera au second tour» et éreinte ses rivaux dans le *Journal du dimanche*. «Je serai au second tour», répète à deux reprises le troisième homme dans les derniers sondages, derrière Alain Juppé et Nicolas Sarkozy. Selon lui, l'embellie date du premier débat télévisé, en octobre, entre les sept candidats. «Jusqu'à-là, dès que j'arrivais quelque part en province, un journaliste me tendait son micro avec compassion : "Vous y croyez encore ?"», raconte-t-il. «Aujourd'hui, on me demande jusqu'où ma campagne peut aller». Confiant, il passe en revue ses rivaux et adversaires. François Hollande ? «Disqualifié. Si j'étais à sa place, je ne me représenterais pas». Marine Le Pen ? «Prétendre qu'elle peut gagner en 2017 est faux» et «irresponsable». «Désolé, mais les Français sont en train de bousculer les scénarios», ajoute l'ancien Premier ministre. Il lâche ses coups contre les autres candidats. A propos de Nicolas Sarkozy, il s'empare : «Au lieu de parler du fond du problème, certains perdent leur sérieux en parlant de frites et de jambon». Une allusion à une sortie récente de l'ancien chef de l'Etat sur les repas de substitution dans les cantines scolaires. Le maire de Bordeaux, toujours favori des sondages avant le premier tour le 20 novembre, n'est pas épargné : «Son programme provoquerait une grande déception parce qu'il est trop modéré pour changer la donne». Quant à Bruno Le Maire, «ses attaques ne sont pas tout à fait au niveau...». «Il faut qu'il se demande pourquoi il était au gouvernement si tout était, comme il le dit, décevant», fustige le député de Paris. Enfin, il se dit «déçu» du choix de Valérie Pécresse de rallier Juppé, une décision qu'il n'a «pas comprise». Mais Fillon peut encore, selon lui, espérer le soutien de Xavier Bertrand, qui «hésite» entre Juppé et lui. Reste à voir si la progression soudaine de Fillon aura un véritable impact sur la suite du scrutin ou si elle n'aura été que le symptôme du surdosage des Français qui ont entendu autant parler de cette élection interne que d'une élection nationale.

F. M.



Décès à Paris de Malek Chebel

L'auteur du concept de «l'islam des lumières» n'est plus

■ Le penseur et anthropologue des religions, l'Algérien Malek Chebel, auteur du concept «l'islam des lumières», est décédé samedi à Paris (France) à l'âge de 63 ans des suites d'une longue maladie, a annoncé sa fille Chiraz.

Par Adéla S.

«J'ai le malheur de vous annoncer le décès de mon père Malek Chebel», a-t-elle dit dans un texto envoyé du téléphone du défunt, dont l'APS a pris



connaissance, aux amis du professeur qui était très sollicité, durant son vivant, par les médias pour apporter les éclairages nécessaires sur l'islam et les questions internationales. Malek Chebel, qui «savait éclairer face

à l'obscurantisme», était un «véritable passeur de sens entre l'Orient et l'Occident», selon de nombreuses personnes qui l'ont côtoyé en France. Son ami de trente ans, Hichem Ben Yaïche, rédacteur en chef de New

African (édition internationale en français), a indiqué dans sa page facebook que l'envie de réussir et la capacité de réussir de Malek Chebel «lui ont permis d'avoir ce parcours exemplaire». Laisant une œuvre de plus de 35 livres, le défunt universitaire qui avait débuté son cursus en 1973 à l'Université d'Aïn El-Bey de Constantine, a obtenu un premier doctorat en psychopathologie clinique et psychanalyse à l'université Paris 7, le deuxième en 1982 en anthropologie, ethnologie et sciences des religions à Jussieu (Paris) et 1984, son doctorat de sciences politiques à l'Institut d'études politiques de Paris. Il était très connu des universités françaises et européennes et dans le monde arabe pour avoir apporté un plus dans la réflexion sur l'islam et la modernité, ce qui lui a prévalu à faire partie du Groupe des

Sages qui réfléchissait sur le lien entre les deux rives de la Méditerranée. En 2008, il a été décoré en France de la Légion d'honneur par l'ancien président Nicolas Sarkozy. Il est l'auteur de plusieurs enquêtes et analyses ainsi que d'articles de presse sur le l'islam et le monde musulman.

Samedi après-midi, de nombreux hommages lui ont été rendus à travers Twitter. «Défenseur d'un islam des lumières», «Hommage à celui qui empêchait de désespérer de l'islam en se tenant lui-même ouvert à la raison et à l'esprit critique», «Une intelligence, une conscience», «La perte d'une voix rare de l'islam lumineux, d'amour, de fraternité», pouvait-on lire notamment dans les nombreux messages diffusés par les médias, ses amis et proches.

A. S./APS

Bernard Cazeneuve :

L'œuvre de Malek Chebel, une «référence» pour les musulmans et non-musulmans

Le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a affirmé, hier à Paris, que l'œuvre de Malek Chebel, philosophe et anthropologue algérien décédé dans la nuit de vendredi à samedi à Paris, est une «référence» pour les musulmans et non-musulmans. «Au moment où doit s'affirmer un islam de France, pleinement ancré dans les valeurs de la République, la figure et l'œuvre de Malek Chebel demeureront ainsi une référence et un guide pour tous ceux, musulmans et non musulmans, qui sont attachés à "l'islam des lumières"», a indiqué le ministre français, ajou-

tant qu'il a appris avec «beaucoup de tristesse» le décès de l'auteur du concept «l'islam des lumières». «Elles sont une incitation à dépasser les préjugés qui entourent cette religion. Elles sont aussi une espérance, à la hauteur du succès public qu'ont trouvé ses ouvrages», a-t-il ajouté, saisissant ce moment de deuil pour présenter à la famille du défunt ses «sincères condoléances». Il a souligné que son œuvre «considérable», nourrie d'une «immense érudition», inspirée par la curiosité pour toutes les traditions et servie par une «capacité hors du commun» à exposer de façon simple les

questions les plus complexes, «a constitué une tentative pour rendre intelligible la richesse de la religion musulmane et pour démontrer sa capacité à contribuer paisiblement aux grands débats de notre temps». Pour sa part, le Premier ministre français, Manuel Valls, a affirmé dans un tweet, en parlant de Malek Chebel que «c'était l'islam des lumières et de la modernité». Son œuvre dit quel doit être notre ouvrage : «Bâtir l'islam de notre temps». Né en 1953 à Skikda, le penseur et anthropologue des religions, Malek Chebel, qui a entamé son cursus universitaire en Algérie avant de

poursuivre ses études à Paris, était connu pour sa réflexion sur l'islam et pour être l'auteur du concept «l'islam des lumières». Il a écrit plusieurs livres dont «Dictionnaire des symboles musulmans», «Les cent noms de l'amour», «Sagesse d'Islam», «Dictionnaire encyclopédique du Coran», «Les enfants d'Abraham», «L'Islam expliqué», «L'Islam et la raison, le combat des idées» etc. Il est également l'auteur de plusieurs enquêtes et analyses ainsi que d'articles de presse sur le l'islam et le monde musulman. Malek Chebel a aussi traduit le saint Coran en langue française. A. S.

Publication

«Dans la culture et la démocratie...», nouvel ouvrage de Mohamed Zetili

L'écrivain journaliste Mohamed Zetili a présenté, samedi, son nouvel ouvrage en arabe intitulé «Dans la culture et la démocratie, contributions à l'émancipation de la pensée et de la créativité», lors d'une vente-dédicace organisée à la bibliothèque centrale de Mila, à l'initiative de la direction de la culture. Paru chez les éditions El Moulafat de Hammam Dhalaâ (M'sila), le livre de 248 pages ne prétend pas être une œuvre académique mais constitue «un document» sur la

quintessence des écrits de nombre d'intellectuels avant le multipartisme qui manifestent davantage d'audace que les écrits post-pluralisme, a indiqué l'auteur dans son intervention à l'occasion. «Le véritable intellectuel est celui qui dit sa pensée librement quand bien même les conditions d'expression libre font défaut», a estimé Zetili qui occupe le poste de directeur du théâtre régional de Constantine (TRC). Il a également considéré que l'élite intellectuelle algérienne n'est pas

restée passive et a rempli pleinement sa mission de s'exprimer «avant la déclaration de l'incendie et pendant que ses flammes jaillissent». La première partie de «Dans la culture et la démocratie, contributions à l'émancipation de la pensée et de la créativité» est consacrée aux réflexions de l'auteur sur les grandes questions de la culture, du politique et de la société, alors que la seconde est une série d'interviews réalisées par l'auteur avant 1989. Parmi les entretiens publiés figurent notamment ceux de Tahar Ouettar, Merzak Allouache, Ouassini Laâradj, Abdallah Rekibi, Zeineb El Aouadj et Abdelaziz Ghermoul. Romancier et poète, Zetili qui appelle les autorités et la société à accorder plus de considération à l'élite intellectuelle est l'auteur de plusieurs ouvrages dont le roman «El Akouakh tahtarik» (1977), du conte pour enfants «La grenouille et la pluie» (1984) et de quatre recueils poétiques dont «Foussoul el hob oua ettahaoul» (1982). Racim C.

Cinéma

Décès de l'acteur égyptien Mahmoud Abdelaziz à 70 ans

LE CÉLÈBRE acteur égyptien Mahmoud Abdelaziz est décédé samedi au Caire à l'âge de 70 ans après une lutte contre un cancer, a annoncé l'agence de presse Mena. Il a été hospitalisé le mois dernier pour un cancer à la mâchoire qui s'est aggravé et l'a mis dans un coma. Mahmoud Abdelaziz qui s'est notamment illustré dans le feuilleton «Raafat El Haggan» où il a incarné le personnage «Refaat Al-Gammal», l'agent de renseignement égyptien qui a mené des opérations pendant 17 ans en Israël, a commencé sa carrière artistique en 1974. Sa filmographie comprend quelque 84 longs métrages entre films romantiques, à thème social et autres comédies. R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Opéra d'Alger (Ouled Fayet)

Du 30 novembre au 4 décembre :

Festival International de musique symphonique.

Salle Ibn Khaldoun Alger
Du 18 novembre jusqu'au 1^{er} décembre :

Projection du film «Inferno», l'adaptation de l'œuvre de Dan Brown («Da Vinci Code», «Ange et Démons»).

Musée national du Bardo
Jusqu'à la fin de l'année :

Exposition «L'Algérie dans la préhistoire. Recherches et découvertes récentes».

Constantine

Du 19 au 26 novembre :
Festival international Dimajazz.

Salle Ibn Zeydoun de Riadh El-Feth

Jeudi 17 novembre à 19h :
Concert de Zahia Benzengli à l'occasion de la sortie de l'album «Florilège andalou».Galerie Ezzou'art du Centre commercial & de loisirs de Bab-Ezzouar (Alger)
Jusqu'au 24 novembre :

Exposition «Un moment de vie» de l'artiste plasticien Mahmed Irki.

Bibliothèque nationale (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 15 novembre :
Exposition «Gravures de El Quijote», à l'occasion de l'année Miguel Cervantès en Algérie.

Galerie Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger)

Jusqu'au 17 novembre :
Exposition de peinture par Asma Mebarki.

Coup-franc direct

Raouraoua et la politique footballistique

Par Mahfoud M.

Ceux qui suivent le cheminement du développement de la balle ronde nationale ne seront nullement surpris par cette dernière contre-performance des Verts lors des qualifications pour la phase finale du Mondial. En effet, le football algérien est à la croisée des chemins et cela est dû à la politique du président de la FAF, Mohamed Raouraoua, qui ne se soucie plus du football local et se base seulement sur la sélection nationale. Dans ce cas-là, le patron de la FAF et devenu patron de l'EN, point barre. Il ne se soucie que de cette dernière, cherchant à chaque fois les joueurs qu'il estime capables d'apporter le plus escompté et oublie qu'il a été élu pour diriger tout le football national et s'occuper donc de ce sport sur le plan global. Où sont les centres de formation promis par lui et les pouvoirs publics qui avaient révélé qu'ils octroieront les assiettes de terrain qu'il faut et aideront les clubs à les bâtir pour relancer le football national qui nage dans une totale anarchie en l'absence d'une politique claire ? Où sont les stades qui devaient être bâtis pour les clubs dont la plupart se trouvent SDF et n'ont pas où s'entraîner ni jouer ? Il est clair que nous ne relèverons pas la tête tant qu'il n'y aura pas un suivi sérieux et une volonté ferme d'aider pour redresser la situation de notre balle ronde nationale.

M. M.

Mamoun Hamlili, président de la JSS
«La Saoura sera prête»

LA JS SAOURA, vice-championne d'Algérie, est en train de préparer activement sa participation historique à la Ligue des champions d'Afrique-2017 de football, a indiqué, samedi à Béchar, le président du conseil d'administration de ce club de Ligue 1 Mobilis. «Nous avons d'ores et déjà entamé les préparatifs des différentes phases inhérentes à notre participation à cette compétition africaine. Nous souhaitons à cette occasion que les dirigeants de la compagnie nationale Air Algérie nous accordent une dérogation spéciale pour l'organisation de vols spéciaux à partir de l'aéroport Boudghene-Ben-Ali-Lotfi de Béchar à destination des pays africains où nous serons appelés à jouer», a déclaré Mamoun Hamlili à l'APS. L'aéroport de Béchar, de dimension régionale, dispose de tous les atouts et infrastructures nécessaires qui militent pour cette dérogation spéciale, notamment avec ses deux pistes

de 3 000 et 3 335 mètres de longueur sur 45 mètres de largeur, a-t-il détaillé. «Cette dérogation spéciale nous facilitera le transport vers le continent africain et soulagera l'équipe des aléas de la programmation des vols de et vers Béchar», a ajouté Hamlili qui dit vouloir «représenter dignement l'Algérie et le sud algérien» en Ligue des champions. En vue de cette importante compétition africaine, le stade du 20-Août de Béchar, d'une capacité de 30 000 places, fait l'objet de plusieurs travaux de mise en conformité et vient d'être doté d'un tableau d'affichage électronique, selon la direction locale de la jeunesse et des sports.

Championnats arabes de Voile (Optimist-Laser)
Le DEN Ouguessoum reste confiant

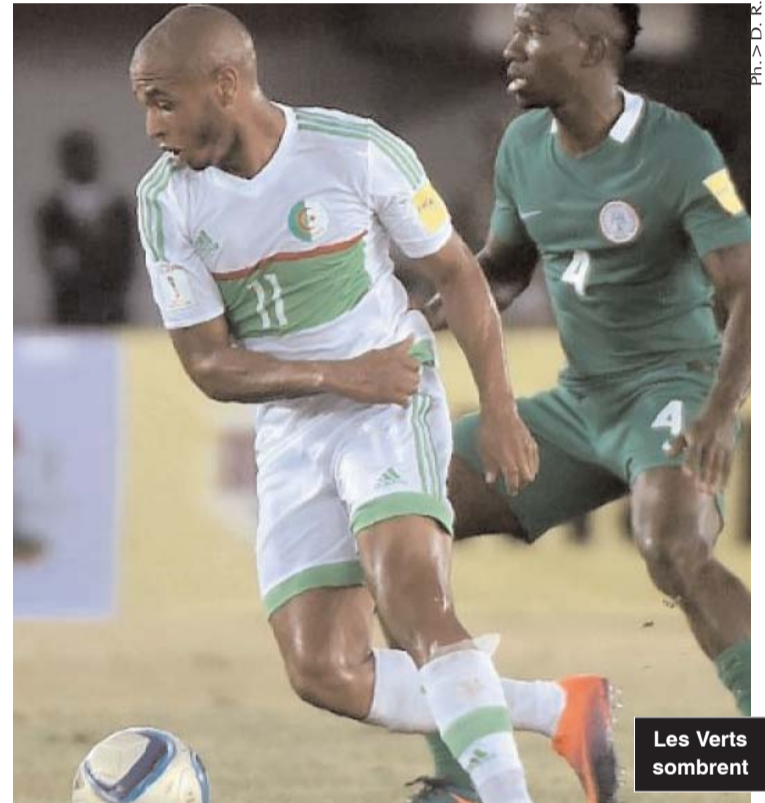
LE DIRECTEUR des équipes nationales (DEN) de la Fédération algérienne de voile (FAV), Mourad Ouguessoum, a indiqué que la sélection algérienne comptait arracher l'une des trois premières places du podium lors des championnats arabes, prévus du 21 au 24 décembre à Abu Dhabi (Emirats arabes unis). «La sélection algérienne de voile vise à travers sa participation à cette compétition arabe l'une des trois places du podium dans les quatre spécialités inscrites au programme, mais la mission des athlètes est loin d'être facile», a déclaré Mourad Ouguessoum. Les quatre épreuves inscrites au programme des championnats arabes de voile sont : Optimist (garçons et filles), Laser 4.7 (garçons et filles), Laser Radial (garçons) et Laser Standard (garçons). La sélection algérienne de voile prendra part à cet événement arabe sous la conduite du staff technique composé des deux entraîneurs Merzougui Fayçal (Optimist) et Cherkit Meziane (Laser). «Les athlètes algériens seront confrontés à une concurrence très rude notamment dans la spécialité Standard qui verra la présence du Tunisien Al-Akrout, 26^e aux JO de Rio sur 47 participants. L'Egyptien Rajab Mohamed peut nous créer aussi des problèmes ainsi que les représentants d'Oman et des Emirats arabes unis», a-t-il expliqué. En prévision de sa participation à cette compétition arabe, la sélection algérienne effectuera du 21 au 24 novembre un stage de préparation à l'Ecole nationale des sports aquatiques et subaquatiques de Bordj El Bahri (Alger). L'Algérie sera représentée aux championnats arabes par cinq éléments de la spécialité Optimist, à savoir Mokhtari Hichem, Bouhadi Walid, Benjaoui Oussama, Boussouar Amani et Kirssane Nihad. Le duo Kebaïli Mohamed-Kirssane Malia représentera l'Algérie dans la spécialité Laser (4.7). Le Radial algérien sera présent avec Boussouar Abdelkhalek et Sedoud Salim, alors que le Standard le sera grâce à Nedjari Bilel et Ziani Wassim.

Equipe nationale de football Les Verts auront besoin d'un miracle

■ L'équipe nationale de football a besoin d'un véritable miracle pour se qualifier à la phase finale du Mondial 2018 après cette défaite concédée face au Nigeria qui diminue grandement ses chances.

Par Mahfoud M.

Avec un seul point dans le compteur et fermant la marche en compagnie de la Zambie, les Verts sont dans une situation très difficile et n'ont plus leur destin entre les mains. En plus du fait qu'ils devraient maintenant remporter tous leurs matchs qui les attendent pour le compte de ces éliminatoires, les Algériens doivent espérer que les Super Eagles trébuchent au moins deux fois pour les rattraper, ce qui n'est pas évident. Tout cela est dû au mauvais départ de notre sélection lors de la première journée avec cette contre-performance à domicile face à son homologue camerounaise, qui avait dans un premier temps semé le doute, avant que la situation ne se complique davantage avec cette défaite à l'extérieur de nos bases face au Nigeria. L'EN a montré une grande fébrilité surtout en défense et pourtant ce ne sont pas les solutions qui manquaient. Le staff technique a formé une charnière centrale inédite, avec Mandi-Belkaroui qui jouaient ensemble pour la première fois et, ironie du sort, ont tous deux commis les deux erreurs qui ont coûté la défaite aux Verts. De nombreux observateurs et autres techniciens ont préconisé de faire appel à Bensebaïni qui joue régulièrement avec sa formation, Rennes, mais le président de la FAF, parce que ce dernier faisait partie du PAC et qu'il ne s'entend pas son président Zetchi, s'entête à vouloir l'écarter. Le résultat



Les Verts sombrent

est là et il est fatal. Même si le plus gros problème était en défense dans cette rencontre, l'attaque n'a pas été en reste avec des ratages inexplicables et surtout des joueurs loin de leur forme habituelle, à l'image de Mahrez et Slimani qui n'étaient que l'ombre d'eux-mêmes et n'ont pas montré ce dont ils étaient capables. Certains pensent que le premier tort de Raouraoua était de ne pas avoir gardé l'ancien coach français, Gourcuff, car la stabilité est la clé du succès et avec ce dernier

l'équipe était plus au moins stable et pouvait être perfectible. Ajouter à cela le fait que la sélection ne jouait pas de matchs amicaux face à des grosses cylindres lors des dates FIFA, car ce n'est que de cette manière qu'on pourra évoluer, et non en jouant des matchs tests face à des équipes comme le WAB et l'USMB. Le mal est fait, et il faudra se tourner maintenant vers l'avenir pour tenter de construire sur le long terme et espérer se relancer au moins en Coupe d'Afrique des Nations. M. M.

Ligue 1 Mobilis (11^e journée)
L'USMBA défait le MOB

L'USM Bel-Abbès a battu le MO Béjaïa (2-1), samedi, pour le compte de la 11^e journée de Ligue 1 Mobilis de football, entamée jeudi et qui s'achèvera dimanche par un choc entre le MC Alger et le CS Constantine au stade du 5-Juillet. Les buts de l'USMBA ont été inscrits par Bouguelmouna, auteur d'un doublé aux 2^e et 26^e minutes, alors que Messaâdia a réduit le score pour le MOB à la 64^e minute. Un succès qui propulse l'USMBA à la 5^e place du classement général, ex aequo avec la JS Saoura (15 pts), au moment où les Crabes restent derniers, mais avec quatre matchs en retard. Le MOB s'était consacré au cours des dernières semaines à la Coupe de la Confédération africaine, d'où le cumul de tous ces matchs en Ligue 1. Les Crabes avaient atteint la finale de la coupe de la Confédération. Après avoir été tenus en échec (1-1) au match aller, ils ont perdu (4-1) au retour, face au TP

Mazembé (RD Congo). Cette 11^e journée avait démarré jeudi par le match JS Kabylie-DRB Tadjenanet (1-1) au stade du 1^{er} - Novembre de Tizi-Ouzou. Les visiteurs avaient ouvert la marque par Chibane à la 40^e minute et semblaient s'acheminer tout droit vers une précieuse victoire en déplacement lorsque Mebarki a surgi pour égaliser dans l'ultime minute du temps additionnel. La journée s'est poursuivie vendredi avec plusieurs chocs au menu, particulièrement, entre les «frères ennemis», le NA Hussein Dey et le CR Belouizdad, ainsi que le duel direct entre les actuels co-leaders de la Ligue 1 Mobilis, le MC Oran et l'USM Alger. Deux matchs qui se sont soldés par des résultats nuls, puisque Bougueroua (70') avait répondu à Ardji (60') dans le derby algérois, au moment où l'USMA a réussi à tenir le MCO en échec (0-0). De son côté, l'autre ancien co-leader, l'ES Sétif a reculé à la 3^e place après sa défaite (1-0)

chez l'USM El Harrach. Une réalisation signée Mellal (58') et qui place les Jaune et Noir dans la position de premier club non relégable, avec 12 points. Le duel des nouveaux promus, entre l'Olympique de Médéa et le RC Relizane a finalement tourné à l'avantage du club recevant, ayant réussi à l'emporter (2-1) et se hisser par la même occasion à la 7^e place du classement général, avec 14 points. En revanche, le RCR qui avait enchaîné une série de cinq matchs sans défaite reste scotché à la 15^e et avant-dernière place du classement, avec 8 unités. De son côté, le CA Batna s'est remis à Arbi pour faire la différence devant la JS Saoura (43') et rejoindre l'OM à la 6^e place, ex-aequo avec 14 points. Le dernier match inscrit au programme de cette 11^e journée devait mettre aux prises le MC Alger et le CS Constantine, hier (18h00) au stade du 5-Juillet (Alger).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

La route nationale bloquée par des citoyens à Akbou

La dissolution de l'APC et le départ du maire de nouveau exigés

UNE FOIS ENCORE, la RN 26 a été bloquée au niveau de la zone industrielle par des habitants de la ville d'Akbou. Cette action n'a rien à voir avec celles de la semaine passée, elle se rapporte au blocage de l'APC d'Akbou. Elle est liée à la crise qui n'en finit pas de générer des répercussions sur la vie quotidienne des citoyens. Les mécontents réclament, à nouveau, le départ des 23 élus à l'origine du blocage, la dissolution de l'APC et interpellent en même temps le ministre de l'Intérieur sur l'envoi d'une commission pour enquêter sur la gestion catastrophique de plusieurs dossiers. Au cours d'une assemblée générale tenue avant-hier au centre culturel de la commune, le comité des citoyens de la commune d'Akbou avait décidé de fermer le siège de l'APC et ses annexes, le siège de la daïra et le parc communal avant de changer d'avis, hier, en fermant la RN 26 dès 4h du matin. Il faut souligner que cette fois-ci les protestataires se sont élevés aussi contre la vente d'un terrain et des locaux de l'ex-Office oléicole d'Akbou qui dispose, en sus de 8 bureaux, d'une superficie de plus de 2 000 m². Une assiette foncière qui devait, nous dit une source locale, accueillir un centre commercial, autrement dit un marché couvert et des locaux. Les mécontents ont exigé la récupération de cette assiette indûment occupée par un individu qui proteste sa vente pour la simple raison qu'il l'a longtemps convoitée lui aussi. Un conflit est né entre les deux individus alors que les citoyens veulent faire pression sur le maire afin d'annuler la transaction. Selon Arezki Iskounène, ex-vice-président il y a quelques mois seulement, le maire doit reprendre le travail et mettre fin à son congé de maladie ou rentrer définitivement, chez lui et laisser les Akbouciens tranquilles et qu'un autre vienne gérer la commune et la sortir de son sous-développement. «Personne ne cherche à prendre sa place, qu'il revienne à ses fonctions pour régler les problèmes des citoyens», ajoute notre interlocuteur qui «interpelle aussi les autorités de wilaya et les autorités centrales du pays afin de trouver une solution définitive à cette APC avant que les choses ne débordent». Il y a lieu de rappeler que la crise, qui a duré plusieurs années, a eu pour conséquences le blocage de 944 projets, plus de 600 milliards de centimes et un excédent de 249 milliards de centimes de l'année 2016. Ceci au détriment des populations et du développement de la commune. Il y a lieu de rappeler que le comité des citoyens de la commune d'Akbou avait marché il y a quelques semaines depuis le lycée Hasfa, près de l'hôpital, jusqu'au siège de la mairie, comme il avait observé plusieurs actions de protestation, notamment la fermeture du siège de la mairie pour exiger la dissolution de l'APC et le départ du maire, en vain. Il faut noter aussi que cette action a paralysé le trafic routier sur la RN 26 et a pénalisé, une fois encore, les automobilistes qui n'ont rien à voir avec les revendications de ces derniers.

Penseur et anthropologue des religions

Le penseur Malek Chebel sera inhumé demain à Skikda

LE PENSEUR et anthropologue des religions, l'Algérien Malek Chebel, décédé samedi à Paris (France) à l'âge de 63 ans sera inhumé dans sa ville natale Skikda, demain, a indiqué dimanche à l'APS le frère du défunt, Tayeb Chebel.

La finalisation des procédures d'usages liées au rapatriement de la dépouille mortelle de l'anthropologue est en cours, a souligné Tayeb Chebel, précisant que la dépouille sera probablement acheminée aujourd'hui. Le défunt sera inhumé demain au cimetière d'El Kobia, du centre-ville de Skikda, après la prière du Dohr.

L'anthropologue et penseur, auteur de «L'Islam des lumières», est décédé dans la nuit de samedi à dimanche dans un hôpital parisien des suites d'une longue maladie, a rappelé le frère de l'épouse de l'anthropologue, Abdelhamid Laâouar Staihi.

Orphelin de ses deux parents, morts en martyrs, Malek

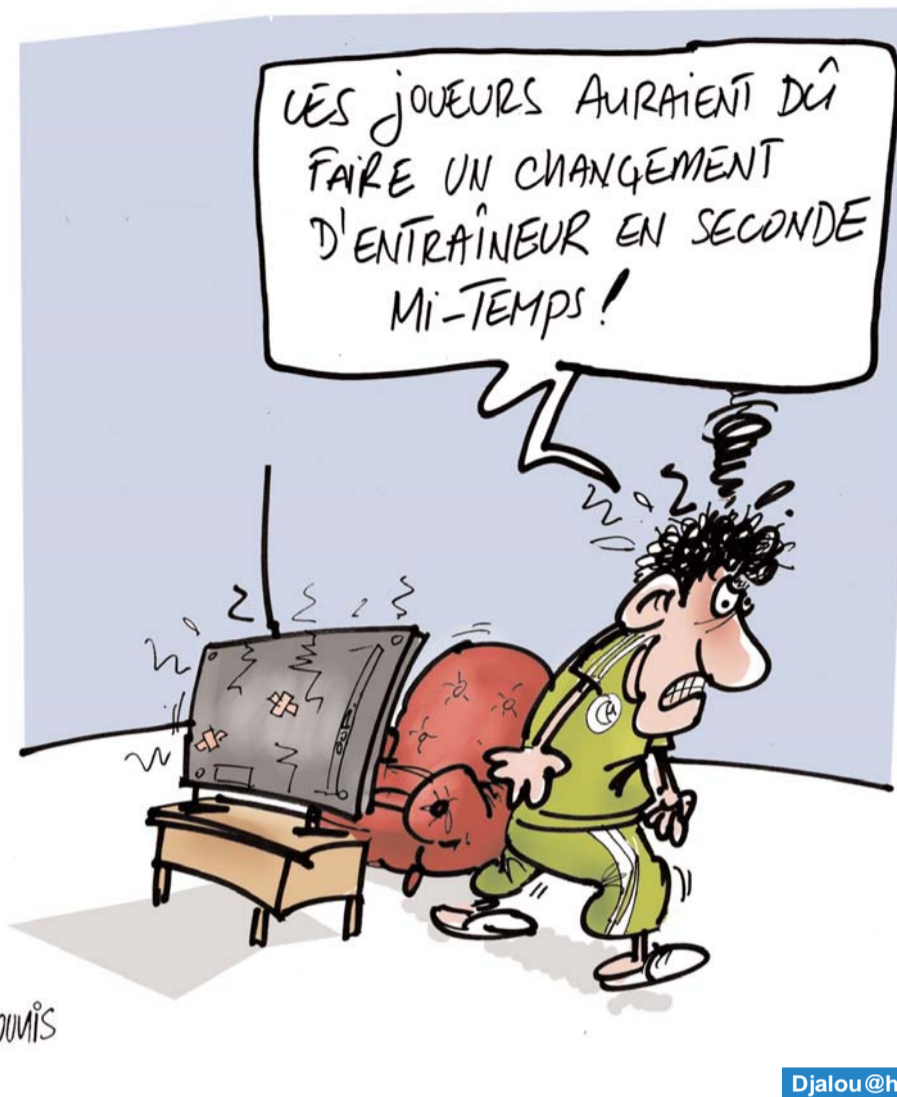
Chebel, après l'obtention d'une licence de psychologie clinique de l'université de Constantine, était parti à Paris pour préparer un doctorat en psychopathologie et psychanalyse et s'est spécialisé dans l'anthropologie et les religions.

Né en 1953, Malek Chebel était connu pour sa réflexion sur l'Islam, sa culture, son histoire et sa vie intellectuelle et avait enseigné dans de nombreuses universités à travers le monde.

Il est également l'auteur de nombreux ouvrages consacrés à la question de l'Islam dont «Dictionnaire des symboles musulmans», «Sagesse d'Islam», «Dictionnaire encyclopédique du Coran», «Les enfants d'Abraham», «L'Islam expliqué», «L'Islam et la raison, le combat des idées» et a aussi traduit le saint Coran en langue française.

Le penseur a également signé plusieurs enquêtes et analyses ainsi que des articles de presse sur l'Islam et le monde musulman.

Eliminatoires de la coupe du monde de foot 2018 L'Algérie perd face au Nigéria (1-3)



Djalou@hotmail.com

Colloque à Tizi Ouzou

Les œuvres du sociologue Pierre Bourdieu sur la société kabyle revisitées

■ «Pierre Bourdieu et la société kabyle» a été le thème du colloque ouvert, hier, à l'Assemblée populaire de la wilaya de Tizi Ouzou, à l'initiative du Laboratoire de langues et cultures étrangères de l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou et l'association «Le Defi» d'Irdjen.

Par Hamid Messir

Plusieurs enseignants et chercheurs universitaires prendront part à cette rencontre qui se poursuivra aujourd'hui afin de revisiter l'œuvre de Pierre Bourdieu sur la région de Kabylie. L'objectif du colloque, selon Mohand Akli Rezzik, représentant du laboratoire de langues étrangères de l'UMMTO, est de «lancer le débat autour de l'œuvre de Bourdieu, ce savant sociologue, ethnographe, anthropologue, autour de la Kabylie. Nous espérons également à travers notre action que l'œuvre de Bourdieu, enseignée partout dans le monde, ouvre des pistes de recherches pour nos chercheurs universitaires». Pour notre interlocuteur, «il est temps d'ouvrir des chaires pour étudier les œuvres de Bourdieu, notamment dans le domaine sociétal, d'autant plus pour cet orientaliste qui a puisé d'un vécu des mécanismes théoriques pour constituer une théorie qui s'appelle "l'habitus" synonyme du comment un être un humain



se comporte avec son vécu».

Pour la première journée de ce colloque, six communications étaient au programme, à savoir, «Comprendre la pensée de Bourdieu à travers le texte de Feraoun», «Revisiter l'œuvre de Pierre Bourdieu sur les questions du journalisme et de la Kabylie», «Les forces symboliques chez Pierre Bourdieu et la construction des rapports de pouvoir», «Mammeri et Bourdieu,

autres regards sur la société kabyle», «La domination masculine et le regard du dominé féminin, à travers la poésie orale traditionnelle» et «L'école et la domination culturelle», animées respectivement par Nadia Gada, Belkacem Mostefaoui, Fatma Zohra Nedjal, Said Chemakh, Nora Belgasmia et Omar Belkhir. D'autres thèmes seront développés aujourd'hui par des spécialistes en la matière.